



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/068 du 07 mai 2024  
portant mise en demeure à l'encontre de la société STLG RECYCLAGE  
pour l'installation qu'elle exploite à 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos Saint  
Louis à Dammarie-les-Lys (77190)**

**Vu** le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », notamment son article L. 171-8 ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliages de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 autorisant la SA MARCHETTO à exploiter des activités de stockage et récupération de déchets de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage à DAMMARIE LES LYS ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 223 du 17 août 2009 interdisant à la société MARCHETTO le stockage et le traitement de véhicules hors d'usage à DAMMARIE LES LYS (77190) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 23/BC/088 du 27 juillet 2023 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** le courrier préfectoral du 19 mai 2014 accordant à la société MARCHETTO le bénéfice des droits acquis au regard des rubriques 2713-1 et 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour le transit, regroupement et le tri de déchets de métaux non dangereux et le tri, transit et regroupement de déchets dangereux ;

**Vu** le rapport E/24-0717 en date du 4 avril 2024 de la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France, consécutif aux constats réalisés le 23 octobre 2023 par l'inspection des installations classées à l'occasion de la visite d'inspection des installations exploitées par la société STLG RECYCLAGE au sein de son établissement situé 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos Saint Louis 77190 Dammarie-les-Lys ;

**Vu** le courrier du 6 février 2017 de déclaration de changement d'exploitant de la société STLG RECYCLAGE ;

**Vu** le courrier du 4 avril 2024 de transmission du rapport précité à la société STLG RECYCLAGE ;

**Vu** le courrier préfectoral E/24-0718 du 5 avril 2024 informant la société STLG RECYCLAGE des décisions susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler des observations ;

**Vu** l'absence d'observation de la société STLG RECYCLAGE sur le courrier susvisé ;

**Considérant** les constats suivants réalisés par l'inspection des installations classées le 23 octobre 2023 :

- l'absence de justificatif du débit du poteau incendie présent à l'entrée du site,
- la dalle bétonnée des aires de stockage à l'extérieur qui est détériorée en plusieurs endroits,
- le mauvais entretien et la méconnaissance de l'actionnement du dispositif d'isolement du site et de rétention des pollutions accidentelles,
- l'absence d'un plan des réseaux actualisé,
- le non-contrôle et le mauvais entretien du réseau de collecte des effluents,
- l'absence d'entretien du débourbeur-déshuileur,
- l'absence de dispositif de désenfumage au niveau du bâtiment,
- l'absence d'un nouveau contrôle des installations électriques.

**Considérant** qu'au regard de ces non-conformités, l'inspection des installations classées considère que les réseaux de collecte, les dispositifs de rétention dont dispose le site et leur mauvais entretien ne permettent pas de limiter l'impact des activités et la propagation de pollution en cas d'inondation ;

**Considérant** par conséquent l'inobservation par la société STLG RECYCLAGE aux dispositions réglementaires prévues aux articles 9, 11-III, 11-IV, 14 et 16 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé ;

**Considérant** par conséquent l'inobservation par la société STLG RECYCLAGE aux dispositions réglementaires prévues aux articles 3.I.3, 3.I.6.3, 3.V.2.2 et 3.V.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 susvisé ;

**Considérant** que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

**Considérant** qu'il convient, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société STLG RECYCLAGE de satisfaire aux prescriptions des articles 9, 11-III, 11-IV, 14 et 16 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé et aux articles 3.I.3, 3.I.6.3, 3.V.2.2 et 3.V.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 susvisé ;

## ARRÊTE

### Article premier :

La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos Saint Louis 77190 Dammarie-les-Lys, de satisfaire, **sous un délai de deux mois**, aux prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé :

- article 9 qui impose que le ou les points d'eau incendie soient en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures,
- article 11-III qui impose que le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol soit étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement,
- article 11-IV qui impose que toutes mesures soient prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel,
- article 14 qui impose que le plan des réseaux de collecte des effluents fasse apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques,
- article 16 qui impose que le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués soit entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 2 :

La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos Saint Louis 77190 Dammarie-les-Lys de satisfaire, **sous un délai de deux mois**, aux dispositions visées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 susvisé :

- article 3.I.3 qui impose que les réseaux de collecte soient conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité,
- article 3.I.6.3 qui impose que l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents définies dans l'article,
- article 3.V.2.2 qui impose que le bâtiment central soit muni d'un dispositif de désenfumage en partie haute sur 1 % de la superficie au moyen d'ouvrants. Ceux-ci sont à commande automatique et manuelle placée près des issues de secours,



- article 3.V.2.3 qui impose qu'un contrôle soit effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

### **Article 3 : Délais**

Les délais définis aux articles 1 et 2 du présent arrêté prennent effet à compter de la date de notification du présent arrêté à la société STLG Recyclage.

### **Article 4 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

### **Article 5 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 6 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 7 : Notification et exécution**

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Maire de Dammarie-les-Lys,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 07 mai 2024

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité départementale  
de Seine-et-Marne



Agnès COURET

Destinataires d'une copie pour information :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Maire de Dammarie-les-Lys,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours

*La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>), par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.*

*Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.*

